RAPPORT ANNUEL

1989-1990

CQIP

Centre québécois
pour l'informatisation
de la production

TABLE DES MATIÈRES

90-07288/

Lettre au Ministre	
Message du président	1
Message du directeur général	2
Le réseau CQIP	3
Rapport d'activités	5
Rapport du vérificateur	9
États financiers	10
Conseil d'administration	15

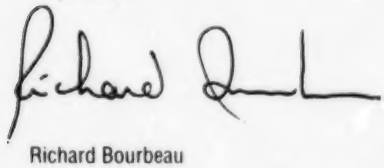
Monsieur Claude Ryan
Ministre de l'Enseignement supérieur
et de la Science

Monsieur le Ministre,

Il me fait plaisir de vous soumettre le rapport annuel du Centre québécois pour l'informatisation de la production dans lequel nous vous présentons un rapport des activités ainsi que les états financiers de l'organisme pour l'exercice terminé le 31 mars 1990.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

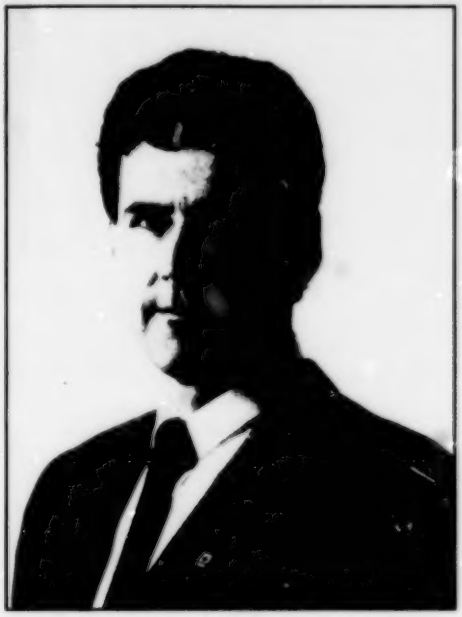
Le président



Richard Bourbeau

Montréal, juillet 1990

MESSAGE DU PRÉSIDENT



Au cours de l'exercice financier 1989-1990, le concept de réseau et la notion de maillage se sont visiblement intensifiés dotant le Centre québécois pour l'informatisation de la production (CQIP) d'une force indiscutable et d'une notoriété qui se sont avérées bénéfiques à maints égards.

D'une part, les activités prévues pour l'exercice financier 1989-1990 se sont effectivement réalisées selon le plan triennal entrepris en 1988-1989. Pendant ce temps, un comité mettait sur pied le cadre de l'évaluation effectuée par une firme-conseil. Cette évaluation nous a donné des résultats très concluants. Simultanément, cette période nous a permis de préparer un projet d'orientations stratégiques quinquennales (1991-1996).

D'autre part, la fin de cet exercice a été marquée par le départ de monsieur Roland A. Dugré, président directeur général du CQIP depuis sa fondation en 1984 et par le renouvellement du conseil d'administration. Nul doute qu'animé par un même désir d'excellence et une volonté de continuité, ce nouveau conseil saura intensifier l'envergure du réseau.

Tous ensemble, nous entendons mener à bien cette dernière phase du plan triennal et nous avons déjà un regard sur l'avenir.

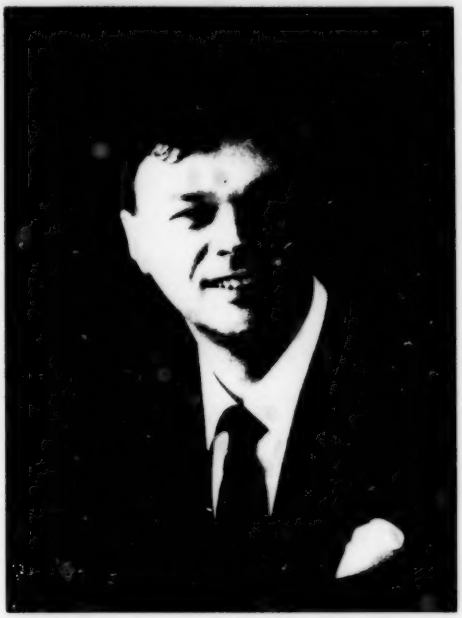
Richard Bourbeau

Depuis sa fondation, le dynamisme du CQIP ne s'est jamais démenti. Que ce soit la direction, le personnel, les partenaires ou les membres, tous ont manifesté jusqu'à présent un enthousiasme et une volonté indéfectibles dans leur travail. Cette attitude a donné des résultats tangibles qui témoignent de la pertinence et de l'efficacité du réseau.

Durant cet exercice, un important travail de concertation s'est accompli. Entre autres, l'enquête sur l'automatisation et l'informatisation de la production "TENDANCES et degré de pénétration" a permis au réseau de s'impliquer dans la collecte des informations sur le terrain et dans les analyses sectorielles. Cette participation corroborait la nécessité d'un réseau tel que le CQIP.

Consciente de la mondialisation de l'économie, la direction a voulu donner une envergure internationale au réseau. Pour ce faire, elle a effectué des missions en France et en Belgique qui ont eu des retombées significatives. Ainsi en France, un protocole d'entente avec l'Agence nationale pour le développement de la productique appliquée à l'industrie (ADEPA), permettait notamment à monsieur Christian Sauvaire, directeur général de cette agence, de prononcer la conférence du déjeuner-causerie au colloque de novembre dernier. Quant à la Belgique, à ce même colloque, elle déléguait monsieur Thomas Laurent, directeur du programme ELAN (programme de modernisation du tissu industriel Wallon) et s'engageait à assurer la présence d'experts au prochain colloque. Le maillage permet donc des échanges enrichissants tout en facilitant le transfert de connaissances entre spécialistes.

Le rayonnement du réseau se réalise également par les publications, véhicules importants de notre mission et de notre savoir-faire. Durant 1989, le "Vocabulaire de l'automatisation industrielle" a vu le jour. Cette brochure, très pertinente, a reçu un



accueil enthousiaste et son contenu, publié dans certains périodiques d'ici, a même été repris dans une revue belge. Une autre brochure, "Le réseau des nouvelles alliances" a également paru et sert de matériel promotionnel.

Durant cette période, plusieurs rencontres avec des personnes concernées par le réseau, ont été organisées afin de discuter des orientations stratégiques 1991-1996. Plus que jamais notre organisme, non seulement se définit comme "le réseau des nouvelles alliances" mais s'impose comme type de maillage exemplaire.

André St-Onge

MANDAT ORIGINAL

Les lettres patentes du CQIP donnent le mandat suivant:

Art.17 Identifier les organismes susceptibles d'implanter ou de développer des laboratoires ou des unités spécialisées répondant aux objectifs retenus.

Art.19 Voir à favoriser, selon les possibilités techniques et les besoins définis, le fonctionnement en concertation et l'opération en réseau.

Art.15 Développer des technologies de la conception et de la fabrication. Diffuser ces technologies.

Art.18 Favoriser le développement des applications industrielles des travaux correspondant aux besoins particuliers d'un secteur industriel ou d'une entreprise.

ORGANISATION

SECTEURS

Regroupant différents partenaires, le réseau dessert particulièrement sept secteurs :

CQIP/Matériel de transport

- Cégep St-Laurent;
- Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ);
- École de technologie supérieure (ETS);
- École nationale d'aérotechnique du collège Édouard-Montpetit;
- École Polytechnique;
- Pratt & Whitney;
- Université du Québec à Montréal.

CQIP/Meuble et bois ouvré

- Association des fabricants de meubles du Québec (AFMQ);
- Association provinciale des industries du bois ouvré du Québec (APIBOQ);
- Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ);
- Centre de recherche industrielle du meuble et du bois ouvré (CRIMBO);
- École québécoise du meuble et bois ouvré du cégep de Victoriaville;
- Université du Québec à Trois-Rivières.

CQIP/Plastiques et composites

- Cégep Ahuntsic;
- Cégep de St-Jérôme;
- Cégep de Thedford Mines;
- Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ);
- École Polytechnique;
- Université McGill.

CQIP/Produits mécaniques

- Centre spécialisé de technologie physique du cégep de La Pocatière;
- Centre spécialisé de robotique du cégep de Lévis-Lauzon;
- Centre C.F.A.O. du collège de Limoilou;
- Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ);
- Office municipal de développement économique de Québec (OMDEQ);
- Université Laval.

CQIP/Produits métalliques

- Centre spécialisé de métallurgie du cégep de Trois-Rivières;
- Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ);
- Université du Québec à Trois-Rivières.

CQIP/Textile

- Cégep de St-Hyacinthe;
- Centre de technologies textiles;
- Université de Sherbrooke.

CQIP/Vêtement

- Centre spécialisé de la mode du Québec du collège LaSalle;
- École de technologie supérieure (ETS).

A la tête de chacun des laboratoires, on retrouve un directeur exécutif relevant de la direction générale du réseau. Il s'occupe principalement de coordination, d'organisation, de diffusion et de gestion selon les ententes prises avec les partenaires de son secteur.

Des équipements informatiques et des logiciels sont mis à la disposition des partenaires et chaque table sectorielle dispose d'une enveloppe budgétaire afin de couvrir certains frais d'opération.

Un conseil de gestion formé des dirigeants (ou de leur représentant) des organismes partenaires régit le fonctionnement du laboratoire. Ce conseil en adopte notamment les grandes orientations, détermine les besoins de la permanence, approuve les modalités d'opération, les prévisions budgétaires et le programme d'activités.

Un comité technique regroupe les spécialistes issus des organismes partenaires du secteur. Ses fonctions se résument ainsi: préparation des programmes d'activités et du budget pro-forma, mise en place d'un plan de promotion des services du secteur auprès des entreprises de transformation, organisation d'activités techniques, élaboration de projets de recherche et de développement, analyse des résultats de recherche, étude des projets industriels, etc.

UNITÉS SPECIALISÉES

Membres du réseau CQIP, les unités spécialisées sont des institutions possédant une expertise reliée aux technologies assistées par ordinateur. Elles permettent au réseau d'être présent sur un plus vaste territoire tout en offrant son accès à un plus grand nombre d'industriels.

On compte actuellement six de ces groupes; chacun dispose d'équipements informatiques et de logiciels fournis par le CQIP en plus d'un micro-ordinateur dédié prioritairement au courrier électronique du réseau. Les représentants de ces organismes sont également invités à participer aux activités du réseau (comité, colloque, etc.) et à collaborer à certains projets industriels.

Unités spécialisées du réseau CQIP :

- Groupe CAMPE du cégep de Rimouski et de l'Université du Québec à Rimouski;
- Centre Microtech du cégep de Sherbrooke;
- Centre de production automatisée du cégep de Jonquière;
- Centre de productique du Québec:
  Cégep St-Jean-sur-Richelieu;
  Commission scolaire St-Jean-sur-Richelieu;
  Collège Militaire Royal.
- Collège John Abbott et le groupe Concave (Université Concordia);
- Université du Québec à Chicoutimi.

ORGANISMES ASSOCIÉS

Possédant également une expertise reliée aux technologies de production assistée par ordinateur, les organismes associés peuvent participer aux activités du réseau, être rattachés au réseau informatique sans toutefois être dotés par le CQIP d'équipements informatiques et de budget de fonctionnement.

Organismes associés au réseau CQIP:

- Association CAO/FAO;
- Atelier flexible du CRIQ à Montréal;
- Centre de recherche minérale du Québec;
- Centre d'enseignement et de recherche en foresterie du cégep de Ste-Foy (CERFO);
- Société GRICS;
- Institut d'ordinique du Québec du cégep Lionel-Groulx.

PROTOCOLE D'ENTENTE

Les membres du réseau CQIP sont liés par un protocole d'entente qui a pour but de déterminer les modalités de gestion et de coopération.

Préoccupations majeures du réseau, la démonstration et la diffusion des techniques de production assistée par ordinateur (TPAO) se sont réalisées par des moyens similaires, utilisés à différents degrés. Dans l'ensemble, les secteurs ont :

procédé à des centaines de démonstrations,
assisté à une cinquantaine de salons;
une trentaine de séminaires;
une dizaine de colloques.

DÉMONSTRATIONS LOCALES

Chaque semaine, chaque secteur effectue au moins une démonstration auprès d'une clientèle-cible. Le mois de l'automatisation, tenu en avril, est devenu par ailleurs un moment propice pour procéder à la démonstration des nouvelles technologies. A ce propos, CQIP/Meuble et bois ouvré a trouvé un moyen fort original pour faire connaître son savoir-faire. Il s'agit de la mise sur route d'une unité mobile équipée d'un ordinateur central, d'une table digitalisante, d'une imprimante et d'un traceur DAO, apportant ainsi un soutien technique et professionnel auprès des entreprises de ce secteur.

Soulignons également l'initiative du CQIP/Produits mécaniques qui, avec Carrefour productique, remportait au Salon informatique/Affaires de Québec en mars 1990, le prix de l'exposant le plus populaire.

SALONS À L'ÉTRANGER

Ne négligeant en rien la scène régionale ou provinciale, plusieurs secteurs ont effectué une percée internationale. Ainsi CQIP/Vêtement participait:

au Salon Vêtimat de Paris
(du 7 au 9 juin 1989),
au Salon SAMAB de Milan
(11,12 juin 1989),
au Bobbin Show d'Atlanta
(du 19 au 22 septembre 1989) et
au Clothing Industry Fair de Hong Kong
(10 mars 1990).

CQIP/Produits mécaniques, présent au Salon de la productique de Paris (du 1er au 10 octobre 1989), rencontrait les principaux organismes français du secteur.

CQIP/Plastiques et composites, représenté par l'École Polytechnique et le Centre technologique des matériaux composites (CTMC) du cégep de St-Jérôme, participait au Salon JEC (Journées européennes des composites) à Paris en avril 1989 et se rendait en mission de coopération à l'Université du Maine au Mans et aux Installations aérospatiales de Bordeaux.

COLLOQUES, CONGRES, SALONS ET SÉMINAIRES

D'une manière générale, parfois spécifique, le réseau s'est impliqué dans différents événements industriels et s'est donné une visibilité intéressante dans le monde des affaires.

Il était présent, entre autres:

- À Spectre 89, à l'Institut de génie des matériaux de Boucherville, le 5 avril 1989 où CQIP/Matériel de transport et CQIP/Plastiques et composites présentaient un séminaire.

- Au Salon national de technologie du vêtement, à Montréal, du 17 au 19 mai 1989, grâce à un séminaire organisé par CQIP/Vêtement et d'autres organismes, sur la formation en industrie.

- À Techni-Tex '89, colloque sur l'adaptation de l'industrie textile au libre-échange, organisé en partie par CQIP/Textile à Saint-Hyacinthe, les 25 et 26 mai 1989.

- Au Rendez-vous d'affaires de Montréal, organisé par le Bureau de commerce de Montréal, le 12 juin 1989.

- Au 15e congrès du Groupement québécois d'entreprises (G.Q.E.) au Manoir Richelieu, du 14 au 17 septembre 1989, à titre de partenaire associé.

- À Vision technologique de Laval, les 26, 27, 28 septembre 1989. En plus d'être exposant avec des partenaires et des unités spécialisées, CQIP a présenté quatre conférences sur différents aspects de l'informatisation (logiciel, système CAO/FAO, etc.) et donné un séminaire sur la formation et le recyclage du personnel.

- Au 30e congrès de l'Assocation des commissaires industriels du Québec (ACIQ), les 15, 16, 17 octobre 1989, en participant avec le Centre des technologies textiles à la Soirée d'accueil.

- À la Foire du micro-ordinateur, à Québec, du 9 au 12 novembre 1989 où CQIP/Produits mécaniques disposait d'un kiosque.

- Au colloque "Former mon équipe pour mieux gérer le changement" organisé par le Groupement québécois d'entreprises (G.Q.E.) à Montréal, le 24 novembre 1989.

- Au Salon Carrières et Professions, à Montréal, le 28 janvier 1990, en présentant avec l'École québécoise du meuble et bois ouvré, le Centre des technologies textiles et le Centre spécialisé de la mode du Québec, un panel de trois conférences sur la pertinence de la formation professionnelle.

- Au Salon de la fabrication automatisée, à Montréal, les 14 et 15 mars 1990 et parallèlement, à TECHNIdustrie '90 - "La fabrication automatisée: pour rester dans la course" où il s'est impliqué dans les comités du programme et des communications.

- À TECHNIdustrie '90 - "L'automatisation des procédés de fabrication pour faire face à la concurrence!" présenté à Saint-Jérôme, les 22 et 23 mars par le Centre technologique des matériaux composites, partenaire du réseau.

COLLOQUES RÉSEAU

Deux colloques réseau auxquels participaient tous les secteurs, furent organisés en 1989.

Le premier s'est tenu à l'Université Laval de Québec, le 25 mai 1989. Présenté sous forme de conférences et d'ateliers, ce colloque regroupait différents thèmes et celui du maillage constituait le propos du recteur de l'Université Laval Michel Gervais, lors du déjeuner-causerie.

Le second, intitulé " Stratégie d'intervention en entreprise" avait lieu à Montréal, le 23 novembre 1989. Basé sur l'étude "Tendances et degré de pénétration - L'automatisation et l'information de la production- ", ce colloque regroupait en huit ateliers, des représentants du réseau CQIP, de divers ministères, de maisons d'enseignement et de l'industrie de transformation.

SÉMINAIRES CQIP

Parmi ses outils de communication, le réseau compte sept séminaires CQIP conçus pour le décideur qui souhaite comprendre et maîtriser le cheminement lui permettant d'implanter avec succès, les technologies de production assistées par ordinateur. Ponctuellement, l'un de ces séminaires est présenté lors de colloques, foires, salons ou journées d'information. "Les aspects juridiques de l'acquisition de logiciels et d'équipements informatiques" et "La simulation industrielle", entre autres, ont connu une popularité significative.

PROJETS

Ce qui caractérise vraiment l'essentiel des activités des secteurs est sans contredit la réalisation ou la phase finale de réalisation de projets démontrant le souci de répondre aux besoins de l'entreprise. Ces projets font ressortir également l'idée de maillage appliquée efficacement par le réseau.

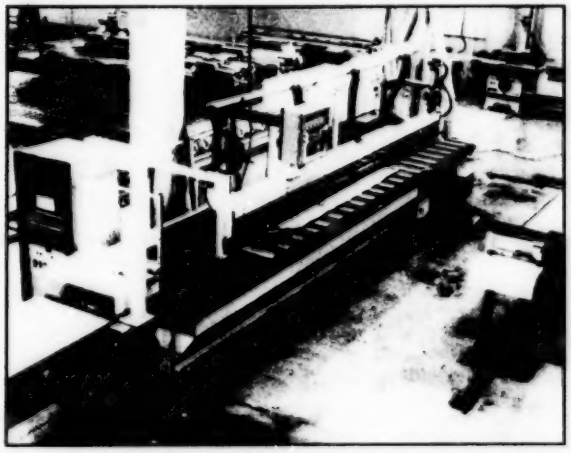
CQIP/Matériel de transport

DÉVELOPPEMENT D'UNE INTERFACE CAO/FAO AUTOMATIQUE, FLEXIBLE, ROBUSTE ET PRÉCISE.

L'École de technologie supérieure (ETS), en collaboration avec le département de génie mécanique (section fabrication) de l'École Polytechnique de Montréal, développait une interface CAO/FAO. Celle-ci se voulait automatique, afin que le fonctionnement de l'interface ne requière pas l'intervention humaine; flexible, afin que toute géométrie générée par le système de CAO, précisément un modeleur solide (PADL-2), puisse être transférée par cette interface; robuste, pour que l'information ne soit pas dégradée par son transfert de la CAO à la FAO; précise, pour que la transmission d'un modèle au moyen de l'interface puisse s'effectuer sans perte de précision du modèle.

CQIP/Meuble et bois ouvré
SYSTÈME DE DÉTECTION DE DÉFAUTS SUR BOIS MASSIF, CENTRALE DE DÉBIT A OPTIMISATION 2 AXES.

L'École québécoise du meuble et du bois ouvré, conjointement avec le Centre de recherche industriel du Québec (CRIQ), a procédé à la réalisation d'une étude sur l'optimisation du débit de bois massif, pour deux entreprises majeures du Québec. En plus de connaître la différence de rendement matière selon une méthode optimisée par rapport à une méthode conventionnelle, l'étude a permis de vérifier la possibilité de développement d'une station de marquage et d'autres équipements en aval de la station de lecture.



La centrale de débit dans l'usine de l'École québécoise du meuble et du bois ouvré.

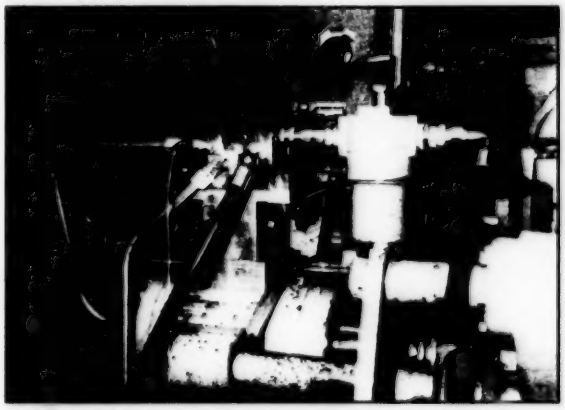
CQIP/Produits métalliques
DÉVELOPPEMENT DE LA TGAO APPLIQUÉE À LA FONDERIE.

En collaboration avec le cégep de Trois-Rivières, l'Université du Québec à Trois-Rivières, l'Institut Universitaire de Technologie (I.U.T.) de Metz et l'École nationale supérieure des arts et d'ingénierie (Ensais) de Strasbourg, s'est effectué le développement d'une méthodologie basée sur les concepts de la technologie de groupe assistée par ordinateur (TGAO) pour faciliter le calcul du coût de fabrication des pièces de fonderie. La cueillette de données, la codification des pièces et le classement par familles de pièces constituent les travaux réalisés jusqu'ici.

CQIP/Plastiques et composites
IMPLANTATION D'UN SYSTÈME DE CONTRÔLE AUTONOME SUR LES PRESSES A INJECTION.

Partenaires de ce secteur, l'École Polytechnique de Montréal et le Collège de la région de l'amiante (Thedford Mines), ont mis sur pied ce projet qui vise l'amélioration du contrôle de qualité dans le procédé de moulage par injection pour les presses existantes, non munies de tels systèmes. L'implantation de capteurs de pression, de capteurs de formation du moule et d'actionneurs, assure un meilleur contrôle des principaux paramètres de mise en oeuvre.

De plus, cette implantation permettra de familiariser le personnel technique avec les systèmes de contrôle modernes des nouvelles presses à injection et de moderniser le parc machines de l'entreprise à moindre coût, étape intéressante pour plusieurs petites entreprises. Il reste une année de mise au point avant d'aller en industrie.



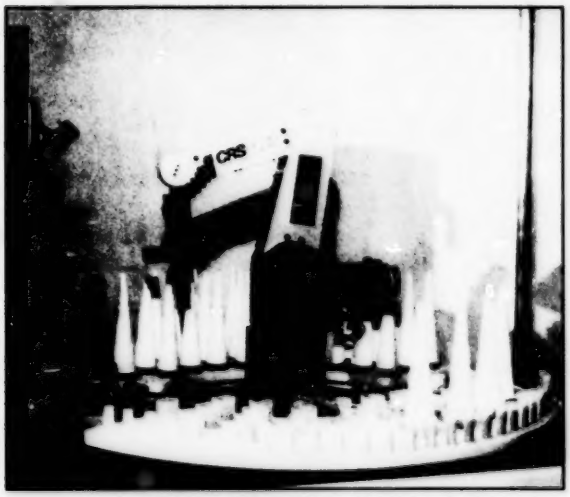
Bloc d'admission d'un système de contrôle autonome, installé sur une vieille presse à injection à l'École Polytechnique, département de génie mécanique.

CQIP/Textile
SIMTEX: LOGICIEL DE SIMULATION DES PROCÉDÉS TEXTILES.

L'Université de Sherbrooke, partenaire de ce secteur, a développé un logiciel spécifique aux procédés textiles. Contrairement à l'industrie en général, l'usage de la simulation est encore peu répandu dans l'industrie textile. De plus, aucun logiciel commercial actuellement sur le marché ne s'adresse directement à la production des textiles. Palliant à ce manque, le logiciel SIMTEX sert à des fins de démonstration et familiarise le milieu à l'utilisation de la simulation.

CQIP/Produits mécaniques
CONCEPTION ET IMPLANTATION D'UN SYSTÈME D'ÉCHANTILLONNAGE ROBOTISÉ.

Le Centre spécialisé de robotique du cégep de Lévis-Lauzon, partenaire de ce secteur, a conçu un robot pour automatiser la manipulation de milliers d'échantillons de poudre minérale. Il est actuellement en opération dans les laboratoires du Centre de recherches minérales de Sainte-Foy, organisme associé au CQIP.



Le robot en opération dans les laboratoires du Centre de recherches minérales de Sainte-Foy.

CQIP/Vêtement
PAD: LOGICIEL DE CRÉATION, DE GRADATION ET D'ÉLABORATION DE PLACEMENT POUR L'INDUSTRIE DU VÊTEMENT.

Conjointement avec ses partenaires, le collège La Salle Médiatique et le Centre spécialisé de la mode du Québec, ce secteur a procédé au développement et à la promotion d'un logiciel fonctionnant sur équipement Macintosh: le système PAD. Inauguré au Salon national de la technologie du vêtement en mai 1989, PAD se veut un système haut de gamme, à prix raisonnable et d'utilisation facile pour les petites entreprises du secteur.

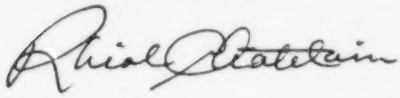
Le système PAD utilisé dans l'industrie du vêtement.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Centre québécois pour l'informatisation de la production au 31 mars 1990 ainsi que l'état des revenus et dépenses et de l'excédent de l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Centre au 31 mars 1990 ainsi que les résultats de ses opérations de l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2 et, à l'exception du changement de méthode de comptabilisation du matériel informatique et de certaines dépenses de fonctionnement dont il est question à la note 3, ces conventions comptables ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 31 mai 1990

REVENUS ET DÉPENSES ET EXCÉDENT
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1990

	1990	1989
DÉPENSES		
Centre opérationnel :		
Frais d'administration (note 5)	**682 767 $**	657 574 $
Communication, représentation et déplacements	**98 947**	78 892
Colloques, congrès et matériel audio-visuel	**26 366**	21 900
Mobilier et matériel de bureau	**58 117**	5 129
Laboratoires :		
Contribution au fonctionnement	**806 316**	805 643
Matériel informatique	**26 341**	147 226
Opération du réseau informatique:		
Entretien des équipements informatiques et frais d'opération du courrier électronique	**253 020**	—
	1 951 874	1 716 364
REVENUS		
Intérêts sur dépôts bancaires	**60 476**	69 557
Autres	**20 094**	4 534
	80 570	74 091
EXCÉDENT DES DÉPENSES SUR LES REVENUS	**1 871 304**	1 642 273
SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	**1 857 742**	1 535 710
EXCÉDENT DES DÉPENSES SUR LES REVENUS ET LA SUBVENTION	**13 562**	106 563
EXCÉDENT AU DÉBUT	**18 524**	125 087
EXCÉDENT À LA FIN	**4 962 $**	18 524 $

BILAN
AU 31 MARS 1990

	1990	1989
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	**357 171 $**	178 005 $
Dépôts à terme - au coût	**150 000**	200 000
Débiteurs	**5 761**	4 037
Subvention à recevoir du gouvernement du Québec	**—**	575 000
	512 932 $	957 042 $
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	**503 044 $**	643 261 $
Engagements à payer (note 3)	**—**	263 991
Revenus reportés	**4 926**	31 266
	507 970	938 518
EXCÉDENT	**4 962**	18 524
	512 932 $	957 042 $

ENGAGEMENTS (note 7)

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 1990

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Centre québécois pour l'informatisation de la production, corporation au sens du Code civil constituée par lettres patentes en vertu de l'article 12 de la Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science (L.R.Q., chapitre M-15.1.1), a pour objet le développement des technologies de la conception et de la fabrication assistées par ordinateurs.

Les lettres patentes du Centre ont été prorogées par le gouvernement du Québec jusqu'au 31 mars 1991. À la fin de son mandat, le Centre remet au gouvernement tous ses livres et documents ainsi que tous ses biens mobiliers et immobiliers non nécessaires au paiement de ses dettes; les droits et obligations du Centre pourront être assumés par une autre corporation ou organisme désigné par le gouvernement.

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science a demandé au Centre un rapport d'évaluation devant appuyer la prise de décision gouvernementale sur la poursuite des activités du Centre après le 31 mars 1991. Ce rapport est en cours de préparation.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Centre ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux opérations et présentées dans une note complémentaire à titre de renseignement.

Le matériel informatique - laboratoires comprend les coûts du matériel, des logiciels ainsi que des coûts d'entretien. En 1989-1990, l'entretien de ce matériel est présenté dans un poste distinct.

Revenus reportés

Les subventions reçues pour des projets spécifiques sont reportées et virées aux opérations en fonction des dépenses effectuées.

3. MODIFICATION D'UNE CONVENTION COMPTABLE

Engagements à payer

À compter du présent exercice, le Centre comptabilise toutes les dépenses lorsqu'elles sont effectuées alors qu'auparavant toutes les sommes engagées pour affectations au matériel informatique des laboratoires et pour certaines dépenses de fonctionnement, pour lesquelles des subventions avaient été reçues, étaient comptabilisées. Cette modification a été appliquée de façon prospective et l'effet sur les états financiers de l'exercice ne peut pas être évalué.

4. DÉPENSE ASSUMÉE PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Une contribution de 56 850 $ (54 735 $ en 1989) au fonctionnement d'un laboratoire n'est pas présentée dans l'état des revenus et dépenses et de l'excédent puisqu'elle est défrayée à même les crédits du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science.

5. FRAIS D'ADMINISTRATION

	1990	1989
Traitements et avantages sociaux	**482 652 $**	416 693 $
Loyer et taxes d'affaires	**66 422**	79 661
Papeterie et frais de bureau	**21 381**	27 396
Services professionnels et administratifs	**65 313**	16 366
Entretien	**9 441**	15 158
Perfectionnement	**2 976**	6 215
Préparation de séminaires	**14 955**	17 417
Information et communication	**14 576**	68 667
Développement informatique	**—**	816
Intérêts et frais bancaires	**12**	204
Autres	**5 039**	8 981
	682 767 $	657 574 $

6. IMMOBILISATIONS

Évolution des immobilisations imputées aux opérations:

	1990	1989
Solde au début	**5 892 799 $**	5 740 444 $
Acquisitions	**84 458**	152 355
Solde à la fin	**5 977 257 $**	5 892 799 $

Solde à la fin composé de:

Matériel informatique -laboratoires	**5 695 073 $**	5 668 733 $
Matériel audio-visuel et kiosque	**17 802**	17 802
Mobilier et matériel de bureau	**232 789**	174 671
Système téléphonique	**20 190**	20 190
Améliorations locatives	**11 403**	11 403
	5 977 257 $	5 892 799 $

Ces immobilisations ne comprennent pas le matériel acquis et financé par les partenaires dans le cadre d'un projet.

7. ENGAGEMENTS

Le Centre s'est engagé, en vertu de protocoles d'ententes avec sept laboratoires, à verser au cours du prochain exercice une contribution financière pour leur fonctionnement. Cette contribution s'est élevée à 806 316 $ au cours de l'exercice 1989-1990. De plus, le Centre s'est engagé, en vertu des mêmes protocoles, à payer les frais d'entretien des équipements et des logiciels fournis aux laboratoires de même que les frais de communication, d'entretien et de fonctionnement du courrier électronique jusqu'au 31 mars 1991.

Le Centre s'est aussi engagé par bail échéant le 31 mars 1991 pour la location de locaux administratifs. Le loyer annuel minimum du prochain exercice est de 63 507 $.

8. RÉGIME DE RETRAITE

Les employés du Centre participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics. Ce régime est à prestations déterminées et comporte des garanties à la retraite et au décès.

Les contributions du Centre imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 16 212 $ (13 125 $ en 1989). Les obligations du Centre envers ce régime gouvernemental se limitent à ses contributions pour services courants à titre d'employeur.

Le gouvernement du Québec procède à la nomination des membres du Conseil d'administration.

Au 31 mars, celui-ci était composé de:

Richard Bourbeau, MBA, président
Président, Venmar inc.

André St-Onge, ADM.A., vice-président
Directeur général, Centre québécois pour l'informatisation de la production (CQIP).

André P. Caron, MBA,
Directeur général, direction générale des biens d'équipement
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie.

Pierre E. de Broux, B.Sc.Ing.,
Président, Intech-P.E.M. inc.

Jean-Guy Frenette, M.A.,
Conseiller politique, Fédération des travailleurs du Québec (FTQ).

Paul Gervais, MBA,
Directeur général, collège de Sherbrooke,
Président du centre Microtech.

Yves M. Giroux, Ph D.,
Président, Centre francophone de recherche en informatisation des organisations (CEFRIO), adjoint au Recteur de l'université Laval.

Guy Létourneau, PH D.,
Sous-ministre adjoint à la Science
Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science.

Nycol Pageau-Goyette,
Présidente, Pageau-Goyette & Associés.

Marcel Patenaude,
Président, Groupe Cascade Technologies inc.,
Président, Groupement québécois d'entreprises (G.Q.E.)

Jacques Plourde, B.Sc.A.,
Vice-président au maillage technologique et au partenariat, Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ).

Yvan Roch,
Président directeur général, Metcor inc. (Groupe Harricana).

Francine Gauthier, c.g.a., directrice administrative, Centre québécois pour l'informatisation de la production (CQIP), agit comme secrétaire du conseil d'administration.

Au cours de la période, les personnes suivantes ont siégé au Conseil d'administration:

Roland A. Dugré, B.Sc.Ing.
Président directeur général, Centre québécois pour l'informatisation de la production (CQIP).

Clifford N. Baronet, B.Sc.Ing.
Vice-président principal
Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ).

Ghislain Caron, B.Sc.Ing.
Chef de service informatique
Alumi..erie de Bécancour inc.

Yvon A. Comiré, B.Sc.Ing.
Président, CADCORP Informatique inc.

Jacques Harvey, B.Sc.Ing.
Conseiller en gestion et informatique (CGI).

Adrien Leroux, B.Sc.Ing.
Président, Société de microélectronique industrielle de Sherbrooke (SMIS).

Donald G.Waye
Président, Haute Technologie Appliquée Simulation (HTAS).

Au cours de la période, le conseil d'administration a créé un comité ad-hoc pour l'évaluation de l'organisme. Ses membres sont:

Pierre E. de Broux, B.Sc.Ing., président
Président, Intech-P.M.E. inc.

André Caron, MBA,
Directeur général, direction générale
des biens d'équipement
Ministère de l'Industrie, du Commerce et
de la Technologie.

Normand Thériault
Directeur général, Association québécoise des organismes régionaux de concertation et de développement (ACQUOD).

Denis Beaudry
Directeur, Centre de développement technologique (CDT)
École Polytechnique.

Christine Martel
Directrice générale, Centre des technologies textiles.

Jacques Hugenin
Directeur, Thermoplast Inc.

Observateurs et personnes ressources:

Marcel Desjardins
Directeur du bureau des projets spéciaux
Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science.

Danyèle Leroux
Conseillère en évaluation de programmes
Direction des ressources matérielles
Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science.

André St-Onge, ADM.A., secrétaire
Directeur général, Centre québécois pour l'informatisation de la production (CQIP).